

# LE SUD ET LA PRESSE MALGACHE DES ANNEES SOIXANTE

par

Lucile RABEARIMANANA

Depuis sa naissance, la presse malgache est une presse essentiellement tananarivienne par son lieu de parution comme par la répartition géographique de sa diffusion. Au fur et à mesure que se développe la scolarisation cependant, et que les Malgaches participent de plus en plus nombreux à la vie politique — après 1945 surtout — les journaux se répandent dans divers coins du pays. Mais dès les années 50, l'on remarque que « l'extrême-Sud est particulièrement déshérité si l'on regarde les journaux nationalistes qui peuvent s'y lire. Ceux-ci n'y parviennent que de manière sporadique voire exceptionnelle » (1). Entre 1960 et 1972, avec l'avènement de la Première République et de l'indépendance, la situation change quelque peu, notamment par la parution à Tuléar de l'organe du parti MONIMA, *Tolona* (2). Cependant peut-on dire pour autant que pendant cette décennie, cette région du Sud soit devenue une bonne cliente pour la presse, du moins au même titre que le reste du pays ? Ce n'est guère le cas, tant s'en faut, vu les conditions difficiles auxquelles la presse se heurte dans la région. En outre, en parcourant les pages des journaux malgaches, tananariviens en majorité, que peut-on apprendre du Sud, de ses coutumes, de ses problèmes ? La question est donc de discerner et de mesurer les liens unissant le sud de Madagascar avec Tananarive et le reste du pays dans le domaine de l'information par la presse écrite.

---

(1) De l'auteur, *La presse d'opinion à Madagascar de 1947 à 1956 : Contribution à l'histoire du nationalisme malgache, du lendemain de l'Insurrection à la veille de la Loi-Cadre*, Librairie Mixte, Antananarivo, 1979.

(2) En 1962 et 1963 paraît aussi *Mazava*, organe de la fédération du PSD de Tuléar, mais dont l'importance et l'influence sont moindres par rapport à celles du *Tolona*.

## LA FAIBLESSE DES ACTIVITES JOURNALISTIQUES DANS LE SUD

L'existence d'une presse écrite exige que soient remplies certaines conditions : des habitants sachant lire et écrire, des voies de communication permettant la circulation des produits, des hommes et par conséquent des idées, une vie politique assurant un minimum de liberté d'opinion. En outre, parution et diffusion des journaux peuvent être défavorisées – ou favorisées – par l'attitude de l'administration. Dans le sud de Madagascar, force est de constater que nombreux sont les obstacles à la parution et à la diffusion de la presse. Néanmoins, Tuléar peut, pendant quelques années, de 1959 à 1964, faire paraître deux journaux d'opinion.

C'est à partir de 1959 que la ville voit naître son premier journal de langue malgache, *Tolona* (3), organe du parti MONIMA (Mouvement national pour l'indépendance de Madagascar). Par rapport aux autres villes de province la presse d'opinion fait ainsi une apparition tardive dans le Sud (4). Mais *Tolona* se heurte dès sa naissance à des problèmes matériels difficiles à surmonter, d'autant plus que l'administration ne facilite pas la tâche de ses rédacteurs, au contraire, *Tolona* était alors un hebdomadaire de petit format, polytypé (5), et dont le tirage, variable, ne dépassait pas 700 jusqu'en 1963. Comme les autres journaux d'opinion mais plus que tous certainement, le problème de recouvrement du montant de la vente se pose pour ce petit organe qui doit sans cesse recourir à de nouvelles mises de fond provenant de cotisations des membres du parti pour survivre. Les nombreuses saisies – une dizaine en 4 ans – les poursuites en justice dont sont victimes le rédacteur en chef et le directeur politique du journal aggravent encore cette situation financière difficile, de sorte qu'en juin 1964, il cesse temporairement de paraître (6). Il reparait plusieurs années plus tard seulement, à partir de septembre 1970, et à Antananarivo. Ces problèmes auxquels s'ajoute le caractère vétuste des machines à imprimer, font de *Tolona* un journal de parution souvent irrégulière : hebdomadaire en principe, il devient parfois mensuel ou bimensuel. Il y a aussi des interruptions de parution de quelques mois ou d'un an, entre octobre 1959 et octobre 1960, par exemple car « 4 jours avant les élections municipales du 11 octobre 1959, la machine à reproduire le journal a été sabotée par des inconnus et il a fallu un an pour la réparer, à Tananarive » (7).

(3) En 1900 a paru dans cette ville, *La Dune* tandis qu'en 1958 M<sup>e</sup> Jean Ducaud publie un hebdomadaire *La Voix du Sud*.

(4) Nous savons que dès 1927, Diégo-Suarez fait paraître *L'Opinion*, tandis que *L'Aube Nouvelle* paraît à Tamatave en 1932.

(5) Le journal est polytypé jusqu'en avril 1963, où le parti fait l'acquisition d'une imprimerie d'occasion, car il ne trouve aucune imprimerie acceptant de se charger de son impression.

(6) Après la saisie de son numéro, *Tolona* doit verser une amende de 15 000 F, mais celle des n<sup>os</sup> 3 et 68 lui inflige 706 000 F de frais divers sans compter les amendes.

(7) *Tolona* N<sup>o</sup> 12 du 11 octobre 1960.

Finalement, cessant de paraître en juin 1964, il ne renaît qu'en septembre 1970 pour disparaître à nouveau en mars 1971, à la veille des événements du Sud. *Tolona* reprend à nouveau sa place dans le concert des journaux d'opinion malgaches le 14 novembre 1972 après la chute de la Première République pour succomber sous les coups de la censure en mai 1976. Une vie particulièrement mouvementée donc dans des conditions difficiles. Dès 1962 ses rédacteurs ont pu constater que «le journal *Tolona* vit tout seul dans cette région du Sud, il est victime d'une lutte insurmontable et se débat dans un endroit où la force du colonialisme s'est exercée avec le plus de vigueur» (8). La diffusion de cet organe du MONIMA ne présente pas moins de difficultés. La faiblesse de son tirage est significative à cet égard : 600 de 1960 à mars 1961, 1.000 en avril 1961, mais il redescend à nouveau à 600 en mai, et même à 500 puis à 400 de septembre 1961 à novembre 1962. Le tirage remonte certes en 1963 mais sans jamais dépasser 750 exemplaires. Avant 1965, le MONIMA est, en effet, un parti localisé essentiellement dans le Sud, malgré l'existence de sections à Antsirabe et à Antananarivo à partir de 1960 et 1961, et à part les quelque 120 exemplaires qui peuvent se vendre dans ces deux villes, le reste des exemplaires est diffusé dans les sections du Sud. C'est de là que surgissent toutes les difficultés.

Elles proviennent d'une part de l'attitude hostile d'une administration décidée à poursuivre sans relâche ce parti d'opposition. Concernant plus précisément la diffusion de *Tolona*, celui-ci est parfois saisi de force dans les marchés des villages du Sud par des employés de l'administration locale, comme c'est le cas à Bezaha en mars 1962. «Nous savons bien que la sortie d'un numéro du journal est autorisée puisqu'il a pu paraître déjà sans être saisi auparavant par les autorités ; il ne devrait donc plus y avoir de poursuites de la part de l'administration qui devrait servir de modèle au peuple pour son souci de la légalité. Aussi prions-nous les instances supérieures de l'administration de bien vouloir ordonner à leurs subordonnés de respecter les lois car celles-ci sont piétinées par certains de ceux qui doivent les appliquer, car ils abusent de leurs pouvoirs» (9).

Mais les difficultés que rencontre la diffusion de *Tolona* et de tous les journaux en général dans la région proviennent aussi d'autres facteurs : l'insuffisance de l'infrastructure scolaire et le taux élevé de l'analphabétisme, d'une part, la faible densité des voies de communication d'autre part.

---

(8) *Tolona* N° 62 du 20 février 1962.

(9) *Tolona* N° 67 du 3 avril 1962.

POURCENTAGE DE L'ANALPHABÉTISME SUIVANT  
LES ETHNIES (10) EN 1952

<i>ETHNIE</i>	<i>Savent seulement lire le malgache</i>	<i>Lisent et écrivent le malgache</i>	<i>Peuvent comprendre le français</i>
— Merina . . . . .	8,7	56,2	25,8
— Betsileo . . . . .	9,8	38,3	10
— Betsimisaraka . . . . .	8,2	14,2	6,3
— Sakalava . . . . .	6,6	12,6	4,9
— Sihanaka . . . . .	3,1	56,7	15,5
— Antandroy . . . . .	3,2	7,9	1,6
— Bara . . . . .	0,7	12,8	4,3

C'est chez les populations du Sud que se rencontrent les taux les plus élevés d'analphabètes de tout Madagascar. C'est chez les populations des Hautes terres par contre que la proportion de ceux qui lisent et écrivent le malgache ou peuvent comprendre le français est élevée par rapport à l'ensemble des habitants. Les recensements de 1959-60, concernant uniquement les chefs-lieux de province cependant, confirment que le Sud est la région la plus déshéritée en matière d'enseignement (11).

	<i>Tuléar</i>	<i>Majunga</i>	<i>Fianarantsoa</i>	<i>Tananarive</i>
Illettrés . . . . .	52,5	30,6	18,8	9,9
Sait lire . . . . .	2	2,1	7,2	2,8
Sait lire et écrire . . . . .	4,1	34,1	41,5	29,9
Primaire . . . . .	35,5	22,8	20,9	36,3
Primaire sup. et secondaire . . . . .	5,6	8,1	9,8	17

La région de Tuléar souffre donc d'une insuffisance de l'infrastructure scolaire et d'un fort pourcentage d'analphabètes surtout dans les campagnes, ce qui limite d'autant le nombre des lecteurs potentiels pour la presse écrite. Il est vrai que dans certains centres de quelque importance, comme Belo-sur-Tsirihina, Morondava ou encore Amboasary, où le MONIMA, l'AKFM ou le FISEMA sont profondément implantés, même les illettrés sont au courant du contenu de l'organe de leur parti par les discussions politiques entre membres.

(10) « L'analphabétisme » : *Bulletin de Madagascar* N° 91 de décembre 1954.  
(11) *Recensements urbains 1959-60*. Institut National de la Statistique et de la Recherche Economique.

Mais cela ne peut pas compenser l'impossibilité pour la majorité de la population de parvenir au niveau du reste du pays en ce qui concerne l'information par la presse écrite.

Cette vaste région souffre aussi d'une grave insuffisance des voies de communication : seulement 4 000 km de routes carrossables en toutes saisons et 4 500 km de pistes d'intérêt local en 1960. Il en résulte que, les localités bordant les deux axes principaux (menant à Tuléar, pour l'un et à Fort-Dauphin pour l'autre) mises à part, la plupart des villages du Sud et de l'Ouest restent isolés de ce fait du reste du pays. Ils n'entretiennent que de faibles liens économiques avec les autres régions et ne peuvent participer que de loin à la vie politique du pays, se trouvant ainsi en marge des courants d'idées et d'opinions qui traversent Madagascar. C'est ce qui apparaît au vu de la diffusion des journaux dans le Sud.

*Tolona* d'abord, est répandu parmi les innombrables sections du MONIMA se trouvant dans le Sud, les centres pouvant absorber le maximum d'exemplaires étant les localités proches de Tuléar comme Bezaha, Manombo, Andranovory, ou les petites villes plus éloignées mais où les sections du parti sont actives comme Betioky, Ampanihy-Ouest, Amboasary (12).

Quant aux journaux d'Antananarivo qui peuvent être diffusés dans le Sud, ils appartiennent à diverses catégories. Les journaux confessionnels, *Ny Lakroan'i Madagasikara* de la mission catholique et *Ny Mpamangy* de l'Eglise luthérienne malgache peuvent être lus dans la région. Mais on remarque, pour le second surtout, que la diffusion est moindre par rapport à celle des autres provinces : en 1971 par exemple, on note 347 exemplaires par numéro du *Mпамangy* envoyés au 17 districts de la province de Tuléar, pour 1 139 envoyés aux 25 districts de la province de Fianarantsoa (13). Les organes du parti au pouvoir, la *République*, *Madagasikara Mañaleotena* et *Mazava* de la fédération du P.S.D. de Tuléar peuvent être vendus sans problème dans le Sud. Mais la faiblesse du tirage du journal local, 500 en 1962 et en 1963, et finalement la cessation de sa parution sont le signe d'une difficulté de diffusion due non à des problèmes financiers ou à des différends avec l'administration locale bien entendu, mais au nombre peu élevé des lecteurs potentiels de la presse.

---

(12) Les archives du journal d'avant 1964 ayant été détruites après toutes les épreuves que le parti a dû affronter, il nous est cependant difficile de quantifier avec précision cette diffusion. Aussi, devons-nous nous contenter de quelques ordres de grandeur fournis par des responsables du journal : les sections absorbent entre 5 et 20 exemplaires suivant leur importance. Les exemplaires étant souvent distribués aux militants, il est tout aussi délicat d'évaluer le nombre des lecteurs.

(13) D'après les chiffres fournis par l'Imprimerie Luthérienne.

Les journaux de l'opposition paraissant dans la Capitale parviennent aussi dans le Sud. C'est le cas en particulier de journaux indépendants comme *Maresaka* (14) ou des organes de l'AKFM comme *Ny Fa'haleovantenan'i Madagasikara* et *Imongo Vaovao*. Mais leur diffusion dans le Sud est très faible surtout comparée à celle des autres régions, celle d'Antananarivo mise à part.

*Diffusion d'Imongo Vaovao dans le Sud (15).*

1. Les abonnés dans la province de Tuléar.

- Un abonné dans chacune des localités suivantes : Ambovombe, Ampanihy-Ouest ;
- Deux abonnés à Betioky-Sud, Fort-Dauphin, Belo-sur-Tsiribihina, Morondava ;
- Huit abonnés pour Tuléar ville.

2. Les exemplaires envoyés aux dépositaires de Tuléar et à ceux des autres villes de province.

- |                           |                             |
|---------------------------|-----------------------------|
| - Tuléar : 15 exemplaires | - Antalaha : 30 exemplaires |
| - Majunga : 40 »          | - Antsirabe : 100 »         |
| - Diégo-Suarez : 35 »     | - Fianarantsoa : 65 »       |

*Imongo Vaovao* ne bénéficie que d'une clientèle restreinte dans le Sud à cause des entraves dues à différents facteurs déjà évoqués mais il faut remarquer que sa diffusion est aussi conditionnée par le nombre de ses sections dans une région. Or l'AKFM tout en disposant de militants dans le Sud n'y connaît pas le même succès qu'il rencontre dans les autres régions.

Tout compte fait, les conditions économiques, politiques et culturelles font du Sud une région de faible diffusion de la presse. L'on remarque aussi, par ailleurs, que les catégories socio-professionnelles touchées par les journaux demeurent restreintes. Constituent, tout d'abord, des lecteurs fidèles des journaux d'opinion, les anciens membres du M.D.R.M., dont la plupart sont, dans les années 60, intégrés soit dans l'AKFM, soit plus fréquemment, en ce qui concerne le Sud, dans le MONIMA. Et d'une manière générale, ce sont les militants de ces partis et ceux du FISEMA (16) qui forment la grande majorité des lecteurs de la presse d'opposition. Quant aux origines sociales des lecteurs en général, nombreux sont les membres du personnel des missions protestantes, pasteurs, catéchistes et instituteurs qui lisent la presse confessionnelle bien entendu, mais aussi les journaux d'opposition car ils appartiennent à l'un ou à l'autre des partis d'opposition. Les ouvriers des plantations de sisal d'Amboasary, les employés des transports maritimes de Morondava et de Tuléar,

---

(14) Ce journal que fait paraître un ancien membre du MONIMA, Ralaiarijaona, se fait le porte-parole de ce parti lorsque de 1964 à 1970, *Tolona* ne paraît pas.

(15) D'après les chiffres fournis par la rédaction du journal.

(16) C'est le syndicat affilié à l'AKFM. Le Sympimito d'obédience MONIMA n'est créé qu'en 1973.

les ouvriers agricoles de la région de Morondava et de Belo-sur-Tsiribihina (17), les petits employés du secteur tertiaire de Tuléar constituent aussi des lecteurs pour la presse. Bref, ce sont surtout les habitants intégrés dans des activités économiques et sociales non traditionnelles qui ont bénéficié d'un certain niveau d'instruction qui peuvent être atteints par les journaux. L'organe du MONIMA peut aussi se diffuser dans une certaine mesure parmi des membres, qui comprennent un certain nombre de commerçants, de petits fonctionnaires et surtout des cultivateurs et des éleveurs. Mais il est incontestable que l'habitude de la lecture du journal est encore loin d'être ancrée chez les habitants du Sud et que la majeure partie des populations du Sud restent en marge de cette diffusion de la presse écrite et de l'information en général.

## II LE SUD A TRAVERS LA PRESSE MALGACHE

Sa place est, bien entendu, différente suivant le lieu de parution des journaux. *Tolona* accorde une place non négligeable aux problèmes du Sud, ou du moins à ceux qui se posent aux militants du MONIMA.

### REPARTITION DE LA SURFACE REDACTIONNELLE DE *TOLONA* (18)

	1960	1963
— Lettres de lecteurs originaires du Sud . . . . .	30 à 45	25 à 35
—           »                  d'autres régions. . .	0	5 à 10
— Articles de fond sur la situation politique dans le Sud. . . . .	25 à 30	20 à 30
— Articles de politique générale . . . . .	20 à 30	25 à 30
— Actualités internationales . . . . .	15 à 20	15 à 20
— Autres thèmes (église luthérienne...) . . . . .	10	10

Nous remarquons la part non négligeable accordée par le journal, quoique en diminution, aux lettres de lecteurs originaires du Sud, surtout des membres du parti. La proportion laissée à celle-ci diminue au fur et à mesure que le journal réussit à se diffuser hors de son lieu de parution et gagne non seulement Antananarivo et Antsirabe, mais aussi le sud-est du pays (Vangaindrano et Farafangana surtout). Lorsque le journal reparait en 1970, à Antananarivo, il ne diffère pas de manière très sensible des autres journaux paraissant dans cette ville quant à la place qu'il accorde aux autres régions, le Sud compris.

(17) La région de Morondava — Belo-sur-Tsiribihina est animée par une vie politique et syndicale active au moins depuis 1945. Et elle constitue depuis cette date une bonne clientèle pour la presse d'opinion nationaliste avant 1960 et pour la presse de l'opposition après cette date.

(18) Les différentes rubriques occupent une place très variable dans le journal. Les pourcentages fournis ci-dessus sont donc des moyennes calculées à partir des numéros parus pendant toute l'année.



*Tolona*, par contre, s'intéresse de plus en plus aux problèmes politiques concernant le pays dans son ensemble confirmant ainsi son entrée en scène et celle de son parti dans la vie politique de Madagascar.

Quant à la place qu'occupe la province dans son ensemble, dans la presse antananarivienne, elle est souvent très restreinte (19). En effet, les journaux de la Capitale ne peuvent disposer d'agence en dehors de leur lieu de parution et la province n'est souvent vue qu'à travers les lettres des lecteurs. L'on est ainsi en présence d'une situation quelque peu contradictoire : l'information en provenance de l'étranger est plus fournie et plus rapide aussi à parvenir aux journaux d'Antananarivo par rapport à celle qui vient de la province. Parfois telle ou telle ville fait l'objet d'un article dans le journal antananarivien surtout lors des périodes électorales. Rares sont les journaux qui comme *Lakroan'i Madagasikara* peuvent payer des envoyés spéciaux dans les autres régions (20). Mais si faible que soit la place occupée par la province en général, dans les journaux d'Antananarivo, l'on peut dire que le Sud y brille par son absence ou presque. Cela s'explique en grande partie par le nombre peu élevé des lettres provenant de cette région, ce qui n'est pas étonnant vu le taux élevé de l'analphabétisme et la faible diffusion de la presse antananarivienne. Cette situation, les journalistes l'expliquent aussi par l'absence de liberté de presse à Madagascar. *Tolona* qui est le porte-parole des habitants du Sud est souvent victime de saisies et de poursuites en justice, et se diffuse difficilement dans les autres régions. « Qu'est-ce que le journal de Monja Jaona ne cesse de crier, sinon les injustices dont l'Androy est victime ? *Ny Andry* (21) a parlé, *Tolona* a parlé, mais on les a souvent saisis, on les a empêché de s'exprimer. Monja Jaona a toujours voulu s'exprimer mais il n'a pas pu le faire... » (22). Et il n'est pas audacieux d'affirmer que le Sud est inconnu des habitants de la Capitale et du reste du pays en général, tout comme les populations du Sud ignorent celles des autres régions.

Ce n'est que pendant les événements de 1971 que le Sud se voit accorder une place notable dans la presse malgache. Mais il s'agit d'une période exceptionnelle.

---

(19) Prenons le cas de *Maresaka* : la province y occupe entre 10 et 20 % de la surface rédactionnelle totale. Les lettres de lecteurs proviennent surtout de la province de Tananarive, de Fianarantsoa et de Tamatave.

(20) En 1964 et en 1965, les envoyés de ce journal publient des descriptions et des analyses des régions traversées sur plusieurs numéros pour chaque région. Celles concernant la province de Tuléar ont pour titre : « *Dondavitra mahamanina nivahiny lavitra* » et se trouvent dans les numéros paraissant entre le 30 juillet 1965 et le 8 octobre 1965.

(21) *Ny Andry - Pilier* est un hebdomadaire que fait paraître à partir de 1968-69 des intellectuels tananariviens membres du MONIMA. Il est aussi victime de nombreuses poursuites de la part de l'administration et de ce fait, devient très vite irrégulier quant à sa parution.

(22) *Ny Lakroan' i Madagasikara* N° 1739 du 23 mai 1971.

## PLACE DU SUD DANS QUELQUES JOURNAUX EN AVRIL ET MAI 1971

<i>Imongo Vaovao</i> . . . . .	12 à 30 %, 18 % en moyenne
<i>Maresaka</i> . . . . .	25 à 68 %, 40 % »
<i>Lakroan 'i Madagasikara</i> . . . . .	10 à 20 %, 15 % »
<i>Lumière</i> . . . . .	10 à 18 %, 15 % »
<i>La République</i> . . . . .	4 à 8 %, 5 % »
<i>Sahy</i> . . . . .	15 à 23 %, 20 % »

Si minime que soit cependant la place du Sud dans la presse, elle permet d'entrevoir, même de loin assez vaguement et parfois à travers les préjugés des rédacteurs (23), la situation dans cette région, et les problèmes qui s'y posent. C'est aux questions politiques qu'elle accorde le plus d'importance. Le Sud, région éloignée des autorités centrales, voit régner l'arbitraire. Les autorités locales — préfets, sous-préfets, chefs de canton, maires — y gouvernent en maîtres et y sèment la terreur. Sont victimes de ce régime tous ceux qui refusent d'adhérer au parti au pouvoir et font partie de l'AKFM et surtout du MONIMA. Arrestations et emprisonnements s'abattent sur les militants de ces partis sous le moindre prétexte : retard de paiement des impôts, « insulte » contre les autorités. La tenue des congrès ou des réunions du comité national du MONIMA est toujours l'occasion dont on profite pour envoyer en prison bon nombre de dirigeants de ce parti. Pendant les périodes électorales, arbitraire et régime de terreur s'aggravent : les membres du MONIMA sont arrêtés tandis que les électeurs sont soit soudoyés, soit menacés pour qu'ils votent pour les candidats du PSD. Dans une telle ambiance, les opérations électorales sont, bien entendu, entachées d'irrégularités et se terminent toujours par la « victoire éclatante » du PSD. L'absence de libertés se manifeste aussi par les saisies des journaux qui peuvent finalement circuler très difficilement et en petite quantité dans le Sud. « Jusqu'à maintenant, l'on ne trouve chez nous que certains journaux seulement. C'est pour cela que nous sommes encore en retard, surtout dans le domaine intellectuel » (24). « Mais si le peuple ne peut exprimer ses opinions et ses doléances dans la presse, c'est parce que ce régime PSD est bâti sur les mêmes principes que le régime colonial » (25). Bref, plus que jamais les habitants du Sud se sentent enchaînés. Arbitraire, abus de

---

(23) L'insuffisance des relations entre Malgaches entraîne l'incompréhension et les préjugés. C'est le cas par exemple de ce reporter de *Lakroan 'i Madagasikara* qui en 1965, alors que le journal appartenait encore au diocèse de Tananarive, pense que les éleveurs mahafaly ne s'inquiètent que de leur tombeau, de leur célébrité et de leur honneur (qui ne sont que des fleurs d'herbe). Le reporter écrit dans *Lakroan 'i Madagasikara* du 27 août 1965 « ny mpiompy mahafaly dia tsy mahay mitsinjo afa-tsy ny fasana sy ny laza ary ny voninahitra, (izay vonin'ahitra) ».

(24) *Maresaka* N° 3641 du 19 juillet 1966.

(25) *Tolona* N° 141 du 18 décembre 1970.

pouvoir, absence de libertés, poursuites sans merci contre l'opposition, telle est l'ambiance politique qui règne dans le Sud dans les années 60, d'après la presse d'opposition. Mais tout cela, « les autorités supérieures ne s'en rendent pas compte ou alors elles font semblant de n'être au courant de rien » (26).

Les problèmes économiques et sociaux qui se posent dans le Sud ne sont pas moins graves. Mais la presse, même l'organe du MONIMA, ne les évoque que de manière partielle et par des propos vagues. La sécheresse du climat étant une donnée constante, le problème de l'eau est crucial. Disette et famine y sévissent souvent. Aussi *Lakroan'i Madagasikara* lance-t-il un S.O.S pour qu'on résolve le problème de l'eau car « il ne s'agit pas seulement des bêtes élevées mais surtout des habitants qui ont aussi droit au bien-être et au progrès » (27). Le Sud est aussi victime d'une grave épidémie frappant en 1969-1970 bon nombre de troupeaux de bœufs, base de la richesse des habitants du Sud. Une autre tactique employée par les impérialistes contre l'économie du Sud, pense Monja Jaona. « Les moyens utilisés par les impérialistes pour anéantir les Antandroy et les Mahafaly n'ont guère changé. Il s'agit de saboter leur économie. Ils ont versé du poison sur les pâturages afin de tuer les bêtes qu'on élève... » (28). En plus, le Sud se trouve isolé du reste du pays par l'insuffisance notoire des voies de communication, ce qui empêche tout progrès dans la région. Les habitants se sentent lésés par rapport au reste du pays car ceux-ci aussi doivent payer des impôts et subissent toutes sortes de vexations lorsqu'à cause de leur pauvreté, ils ne peuvent s'en acquitter facilement. Le Sud n'est pas moins déshérité dans le domaine social. L'infrastructure scolaire reste faible, ce qui oblige les écoliers à faire chaque jour plusieurs kilomètres de marche à pied pour se rendre à l'école et explique le taux élevé de l'analphabétisme. Bref, le Sud est une région délaissée par rapport au reste du pays. La presse s'accorde pour le reconnaître et l'exprimer surtout après les événements de 1971.

Ces événements de 1971 sont d'une importance capitale pour le Sud de Madagascar, par le nombre très élevé des morts parmi les militants du MONIMA, par ses conséquences politiques touchant le pays tout entier. Ils ont par-là même suscité une vaste campagne d'opinion parmi la presse de la Capitale. « Si les habitants du Sud se sont soulevés, il est indéniable qu'ils étaient en difficulté et l'on doit se souvenir que le Sud est une région sèche que les cyclones ont gravement endommagée et où les boeufs, source principale de richesse, ont été tués par les maladies », remarque *Imongo Vaovao* (29). Ces populations du Sud, ajoute *Lakroan'i Madagasikara*, sont victimes d'un arbitraire infligé par les autorités locales. On a toujours piétiné leurs droits ci-

---

(26) Tolona : « Tany lavitra andriana » N° 20 du 17 janvier 1961.

(27) *Lakroan' i Madagasikara* : « Vonjeo ! Vonjeo ! » N° 1557 du 22 octobre 1967.

(28) Tolona N° 130 du 2 octobre 1970.

(29) *Imongo Vaovao* N° 4480 du 9 avril 1971.

viques. Cependant tous les journaux condamnent l'emploi de la violence dans la recherche de la solution aux problèmes. Ils condamnent tout autant la rigueur et l'arbitraire de la répression qui s'abat sur les habitants après les événements. Aussi unissent-ils leurs voix pour fustiger les fonctionnaires qui ont abusé de leurs pouvoirs et infligé le régime de terreur qui règne dans le Sud. Ils réclament donc la libération des militants emprisonnés ou exilés à Nosy Lava sans jugement. En outre, fait remarquer la presse AKFM, tous ces problèmes ne sont pas spécifiques au Sud et la solution doit être globale et valable pour le pays tout entier. Celle-ci ne peut être trouvée que dans la remise en question de la politique générale du gouvernement. «Ce n'est pas la politique-appliquée depuis 10 ans, laquelle a mené à la situation actuelle, qui améliorera les conditions d'existence des Malgaches, mais une politique complètement renouée basée sur le respect des droits et des intérêts du peuple» (30). Ces événements du Sud ont donc entraîné l'opinion de la Capitale à s'intéresser à la région et à ses problèmes. Ils ont aussi suscité une levée générale de boucliers contre les pratiques du gouvernements PSD.

En fin de compte, que nous apprend, sur la région du Sud, la lecture de la presse malgache ? Par ailleurs, peut-on lire des journaux dans cette région ? La presse écrite est encore très peu répandue dans le Sud et la lecture du journal n'est pas encore entrée dans les mœurs. Madagascar, comme tous les pays en voie de développement, souffre d'une sous-information mais elle est particulièrement grave dans le Sud. Il est vrai que la vulgarisation du transistor a contribué à une meilleure diffusion de l'information dans le pays mais le bas niveau de vie de la majorité de la population entrave considérablement cette diffusion. D'autre part, l'analphabétisme y règne de manière criante, l'insuffisance des voies de communication et l'absence de liberté de presse s'ajoutant à tout cela, le Sud constitue une région isolée du reste du pays et, par-là même, mal connue. Les autres Malgaches ne peuvent être sensibilisés à ses problèmes à cause de l'insuffisance des relations interrégionales et du fait que la liberté de presse n'existe pas.

---

(30) *Imongo Vaovao* N° 4481 du 10 avril 1971.